

<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article835>



Ordonnances SNCF : l'occasion

- Résistances -



Publication date: mercredi 21 mars 2018

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Si ceux qui ont quelque responsabilité dans la « conduite » des mobilisations qui s'annoncent ne comprennent pas que le mouvement ne doit pas être « le mouvement des cheminots » ou le « mouvement contre les ordonnances SNCF », alors le mouvement échouera - une fois de plus. Que le mouvement doive *aussi* être cela - mouvement des et pour les cheminots -, la chose est tellement évidente qu'elle devrait aller sans dire. Mais si le mouvement n'est que cela, il est perdu d'avance.

Contre l'offensive générale, le débordement général

C'est que, comme on disait jadis, toutes les conditions objectives sont réunies pour que le mouvement déborde de partout - quand, précisément, tout l'enjeu est de le faire déborder. Rarement si grand nombre de secteurs de la société sont arrivés ensemble à un tel point d'épuisement, d'exaspération même, ni n'ont été maltraités avec une telle brutalité par un gouvernement qui, en effet, a décrété l'« offensive générale » [1]. C'est bien simple : ça craque d'absolument partout. Ehpada, hôpitaux, postiers, inspecteurs du travail, retraités, paysans, profs, étudiants, fonctionnaires bientôt, et surtout l'immense iceberg des salariés brutalisés du privé, dont la pointe a été sortie des eaux glacées par le désormais mémorable *Cash Investigation* spécial Lidl&Free - et le tout, c'est là l'esthétique particulière de l'époque, pendant que les plus riches sont invités à se goinfrer dans des proportions sans précédent *sur le dos de tous ceux-là !*

Serge Halimi rappelle cette stratégie vieille comme le néolibéralisme du *blitzkrieg* généralisé, attaque simultanée sur tous les fronts visant à produire un effet de sidération qui laisse les opposants, totalement désorientés, courir dans tous les sens, avoir toujours un train de retard, pour finir défaits dans tous les compartiments du jeu. À l'évidence Macron en est là. Ce qui est étonnant avec tous ces « modernes », c'est combien ils pensent *vieux* [2]. Macron croit dur comme fer à la théorie du ruissellement - Reagan. Faux. Il veut privatiser les chemins de fer - Thatcher. Désastreux (mais c'est également le propre de ce « réalisme », et de ce « pragmatisme », d'ignorer jusqu'aux enseignements les plus élémentaires et du réel et de l'expérience). Le voilà maintenant tenté d'émuler la brillante stratégie d'un ministre des finances néo-zélandais des années 1980. Il n'est pas exclu qu'il se trompe.

Il faut toute la médiocrité intellectuelle des gens de presse pour avoir fait de Macron un « président intellectuel ». Hormis être capable de penser autrement que par *recettes* et de reproduire mécaniquement un passé disqualifié, un président « intellectuel », disons machiavélien (ce qui n'a rien à voir avec « machiavélique »), prêterait attention au fait que des procédés politiques ne valent que dans les conjonctures qui leur ont donné leurs conditions de possibilité. 2018 n'est pas le 1984 de Margaret Thatcher, ni le 1989 de Roger Douglas, le ministre des finances néo-zélandais. Pas non plus le 1995 des grandes grèves [3]. Tout a changé et, dans un environnement différent, les mêmes causes ne produisent pas nécessairement les mêmes effets. Ce qui a changé pour l'essentiel tient à dix ans de crise « financière » qui ont produit de sérieux ébranlements dans les têtes, et jusque dans les couches de la population qu'on croyait résistantes, fidèlement acquises au système : les cadres.

Il s'en faut pourtant que des esprits ébranlés deviennent des corps en mouvement. Toutes sortes de choses les retiennent, matérielles notamment. Mais d'une autre nature aussi, une en particulier : l'absence d'une parole assez forte qui saurait les rassembler. Que l'éparpillement soit la première ressource du pouvoir, c'est vieux comme la politique. En 2017, Jacques Chastaing qui, pour le Front Social, surveille le front des luttes invisibles, comptabilisait plus d'un million de journées de grève sur deux mois [4] - toutes, ou presque, passées sous les écrans radars. Mais ce million n'est que de la poussière de grève. Il faut le compacter pour en faire une grève générale. Dont en réalité tous les *éléments* sont là - mais pas le principe unificateur.

À qui reviendrait-il normalement de le fournir ? Aux confédérations syndicales évidemment. Il suffit d'énoncer la réponse pour se voir au bord du désespoir. Faisons un tri rapide : on ne parlera pas de la CFDT (« *Yellow is the hottest colour* ») ; non plus de FO qui rivalise avec elle au jeu idiot de « l'interlocuteur privilégié ». Des plus grosses

confédérations, reste la CGT. Écartons d'emblée tout malentendu : il n'est question ici que des directions, et non des bases. Ce que les bases, spécialement celles de la CGT, recèlent d'admirable combativité, nul ne l'ignore. Si la CGT était un alambic, les vapeurs s'élèveraient. Or ici tout reste à fond de cuve - où d'ailleurs ça glougloute méchamment. Mais dans les tortillons à Montreuil : rien.

L'enlissement institutionnel

Ou plutôt si : un mélange de dégénérescence bureaucratique (prévisible dans n'importe quelle organisation de cette taille) et, plus encore, d'incrustation dans le système institutionnel d'ensemble, mélange qui a fini par produire une sorte de passion de l'échec. Retraites 2010 : échec. Loi El Khomri 2016 : échec. Ordonnances « code du travail » 2017 : échec. Si l'on se contente d'extrapoler à partir de la tendance, l'épisode « SNCF 2018 » ne s'annonce pas au mieux... Mais, précisément, il s'agirait que quelque chose d'autre se passe. Ce qui suppose de déjouer la tendance - donc de commencer par s'en faire une idée.

Il y a d'abord la force de phagocytose propre à tout système institutionnel. C'est d'ailleurs une vérité très générale : tous les malins qui se la racontent en imaginant qu'ils vont courageusement rentrer dans le système pour le « changer de l'intérieur » finissent Gros-Jean comme devant - ou plutôt attablés avec leurs nouveaux amis, serviette autour du cou. Sauf rarissimes exceptions, on ne change pas le système de l'intérieur, c'est lui qui vous change de l'extérieur. On dira que les confédérations n'ont pas le choix et qu'elles doivent bien participer au jeu. On dira ça. Et puis, en longue période, on observera les effets.

Il faut situer convenablement cet argument : que les sections et les délégués d'entreprise aient, eux, à se battre, donc d'abord à négocier, c'est-à-dire à « jouer le jeu », la chose est évidente - pour le coup, pas trop de choix... Mais ça n'est pas de ça qu'il est question ici. Il est question de savoir ce que signifie vraiment « jouer le jeu », *au niveau confédéral*, quand le jeu, depuis tant d'années, a pris la tournure qu'on lui connaît. Soyons coulants et cherchons une position de compromis : il y a des systèmes avec lesquels il peut rester du sens à jouer le jeu institutionnel « de l'intérieur ». Celui auquel nous avons affaire a cessé depuis belle lurette d'appartenir à cette catégorie. À un moment, il s'agit de s'en rendre compte.

La direction de la CGT a d'autant plus de mal à y venir que le système institutionnel ne la tient pas seulement par toutes les pernicieuses onctuosités de la sociabilité des « décideurs », mais aussi par les parties financières. Sur 46 millions de recettes (comptes 2016), 13,5 viennent des cotisations (30%), le reste de « subventions d'exploitation », de mystérieuses « contributions », et « autres produits » aussi clairement identifiés - en fait, pour l'essentiel, des subsides d'État. Dont on comprend qu'on y regarde à deux fois avant de lui mordre la main.

Sans doute, ce qu'on nomme par facilité « la direction » est-elle en fait un objet bien plus composite, agrégeant dans des rapports en partie conflictuels la confédération proprement dite, les fédérations-baronnies et des structures locales. Paradoxalement, la CGT n'a rien du monolithisme qui lui est prêté par les clichés médiatiques - et il n'y a pas de « bouton rouge » de la mobilisation dans le bureau du secrétaire général à Montreuil. Le pouvoir de mobiliser est assez largement décentralisé, dans les fédérations, parfois plus bas, mais à des niveaux où la chaîne de la dépendance financière n'est pas moins réelle, ni serrée... sachant que la direction proprement confédérale dépend de ces soutiens-là pour se faire élire, et pour se maintenir.

En tout cas, l'habitus institutionnel, que contractent inmanquablement ceux qui entrent dans les jeux institutionnels, et qui efface des esprits jusqu'à la possibilité d'attenter au jeu lui-même, se joint à la dépendance financière aggravée pour exclure toute épreuve de force significative qui, au-delà de la gêne pour tel ou tel gouvernement, conduirait non seulement à une modification du rapport de force avec l'État - en général -, mais, plus gravement encore, à la possibilité d'une contestation sérieuse *de l'ordre social*, dont cet État est le gardien. Rien de cela n'arrivera - « on gère ». Par conséquent on gère l'échec. Et l'on sait parfaitement situer les points critiques, ceux dont

il ne faut surtout pas s'approcher, ou desquels il faudrait organiser la déviation dans les sables, ou le reflux, si d'aventure une dynamique « mal maîtrisée » conduisait à les envisager de trop près.

Voilà déjà de quoi revenir à la question des conditions matérielles. Tous les délégués de site ne disent-ils pas la même chose : « on a du mal à mobiliser » ? Et les fédérations s'enveloppent de rationalité : on ne prendra pas le risque de mobiliser si c'est pour faire petit - et échouer. Ici, ne pas céder aux apories de l'oeuf et de la poule. Les bases y regardent à deux fois avant de sortir parce qu'elles voient comme tout le monde la série des râteaux. Et qu'elles en sont affectées au premier chef. C'est que dans les stratégies qui servent les passions de l'échec, il entre en particulier de ne jamais appeler pour une journée de week-end, et d'imposer aux salariés de poser un jour de grève qui, pour certains, fait mal dans l'entreprise, pour ne rien dire du salaire perdu. Et à la fin, pour rien. On accordera que ça ne fait pas un système d'incitations formidable. Aussi le million de journées de grève reste-t-il bien comme on veut qu'il reste : à l'état pulvérulent.

Misère du syndicalo-syndicalisme

Il a d'autant moins de chance de se compacter qu'il lui manque plus cruellement encore son liant. Or le liant, c'est une signification d'ensemble - bien sûr sous condition que la conjoncture ne prive pas de sens l'idée même d'une telle liaison. Il y a tout lieu de penser que la condition est remplie aujourd'hui : les ordonnances SNCF ont à voir avec les lois travail qui ont à voir avec la managérialisation de l'université qui a à voir avec la sélection des étudiants qui a à voir avec l'emprisonnement des agriculteurs dans le glyphosate qui a à voir avec les suicidés de l'hôpital de Toulouse, avec ceux de Lidl, de Free, avec tous les fracassés de l'entreprise, et avec l'immense cohorte de ceux qui sont à *bout*. Qu'il y ait toujours eu, dans tout état du monde social, des mécontents, la chose va de soi. Qu'il y ait aujourd'hui, et dans des couches aussi nombreuses, aussi variées, de la population, autant de poussés à bout, c'est peut-être une nouveauté, qu'il reviendrait à une épidémiologie sociologique et historique de documenter - que des DRH se mettent à écrire des livres pour libérer leur conscience des immondices que leur fonction leur a fait faire [5], que des médecins, peu connus pour leurs propensions séditieuses, en soient à se jeter par la fenêtre, n'est-ce pas quand même l'indice de quelque chose ?

En tout cas, tout ça sort du même « lieu », de la même matrice - qu'on appelle usuellement « néolibéralisme » pour faire sténographique [6]. Ce n'est pas parce que ce lieu est abstrait que ces contours ne sont pas nets. Ils sont très bien identifiés même - on ne compte plus les travaux qui se sont attachés à les cerner. Ce sont des idées qui infestent toutes les têtes dirigeantes, dans tous les secteurs où l'on prétend diriger : gouvernement, haute et moyenne administration, universités, entreprises, chefferies médiatiques.

Pour notre malheur, il semble qu'il n'y ait qu'un secteur du système institutionnel où l'on n'accède pas à la généralité de la chose : les directions confédérales (on parle bien sûr de celles qui n'ont pas trouvé enthousiasmant ce nouvel ordre du monde). Qui sait, peut-être qu'on y accède. Mais alors on se retient bien de le dire, et de construire avec le moindre discours - qui précisément, viendrait lier ensemble des fractions du salariat autrement abandonnées à leurs antagonisme catégoriels : « les privilèges des cheminots », éructeront les cadres qui sont devenus eux aussi candidats à la défenestration ! et, *en dernière analyse*, pour *les mêmes raisons* qui vont mettre les cheminots à l'arrêt !

Mais, de cette dernière analyse, on ne trouvera trace dans aucune grande confédération. La certitude de la démission intellectuelle et politique a été définitivement acquise avec les très grosses manifestations de janvier et mars 2009. Sans aucune raison « institutionnelle » particulière, aucun projet de loi, aucune attaque gouvernementale vicieuse, des millions de personnes étaient descendues dans la rue, révoltées du désastre bancaire de l'automne 2008 et des conditions dans lesquelles on s'apprêtait à l'éponger. Si l'on peut au moins reconnaître aux confédérations le mérite d'avoir « appelé », elles n'avaient rien trouvé d'autre, pour donner sens à cette colère profondément politique, que de lui adjoindre quelques indigents mots d'ordre à base de « conditions de travail » et «

d'augmentation des salaires ». Des mots d'ordre de conventions collectives face à rien de moins que l'ébranlement du capitalisme financiarisé. Des mots d'ordre auxquels, du reste, les gens n'ont prêté aucune attention : eux savaient bien pourquoi ils étaient dans la rue et quel était l'objet réel de leurs écumantes colères. Voilà cependant où conduit inmanquablement la pauvreté des appels du syndicalo-syndicalisme : à la volatilisation en deux coups d'une formidable énergie politique qui s'était levée, et qui avait tout pour faire du chemin. À la condition évidemment d'être reconnue et encouragée dans ce qui l'intéressait. Deux mois plus tard, tout était retombé, et le 1er mai 2009 fut atone - comme d'habitude.

Il faut en effet appeler syndicalo-syndicalisme cette incurable maladie confédérale qui fait mettre la tête dans le sable aussitôt qu'apparaît de la politique. Même pas seulement la politique au sens institutionnel du terme - la politique des partis et des élections -, celle dont la charte d'Amiens prohibe le contact. Mais la vraie politique, la politique au plus haut sens du terme, celle des idées qui interrogent dans sa globalité le monde où l'on vit, et qui porte le désir d'en changer - une politique, et cela fait partie de ces nouveautés que Macron, Machiavel de sous-préfecture, ignore complètement, une politique qui depuis 2008 s'est répandue dans les têtes *comme jamais*. Car, à part les ravis de la « classe nuisible » [7], il n'est plus une personne qui ne voie pas que le monde comme il va, va très mal. Mais trouver que le monde va mal, trouver même qu'il est odieux, c'est demander de la vraie politique, c'est vouloir prendre la rue pour de la vraie politique, et pas pour des histoires de tickets-restaurants. Disons-le au cas où : c'est très important les « histoires de tickets-restaurants » (généralement comprises). Il y a un nombre affolant de salariés pour qui ça revêt une importance dramatique. Mais à force de ne vouloir sauvegarder que les tickets-restaurants, en se refusant à parler de quoi que ce soit d'autre, les confédérations arriveront par nous faire perdre jusqu'aux tickets-restaurants.

Or, « quoi que ce soit d'autre », c'est la politique. Et nous y sommes. L'affaire de la SNCF est une affaire de politique : il y est question des principes d'un ordre entier. La racaille éditorialiste, qui n'a pas désarmé depuis 1995 [8], est déjà sur les dents. Le tir de barrage va être immonde, phénoménal. Auprès de la population, il mettra dans le mille à chaque fois qu'on tentera de tenir la crête « des cheminots », si entièrement légitime soit-elle. Il est assez évident que nous ne réussissons qu'à la condition de faire entrer les non-cheminots dans le conflit des cheminots. C'est-à-dire qu'à la condition de lier les cheminots à tout ce à quoi ils doivent être liés, et de les lier *politiquement*. En produisant les preuves : ce qui agresse les cheminots et ce qui pousse des agriculteurs au désespoir et ce qui transforme des petits chefs en tortionnaires et ce qui suicide des salariés et ce qui réduit l'université à la misère et ce qui brise le coeur de soignants se voyant mal soigner, est *la même chose* : le même monde. Or : des agriculteurs *sont* désespérés, des petits chefs *sont* dans un devenir tortionnaire, des salariés *passent* par les fenêtres, de l'eau de pluie *coule* dans les salles de classe, des soignants *ont* le coeur brisé, etc. Beaucoup de gens souffrent, terriblement même. Beaucoup trouvent ce monde haïssable et en passe d'être déserté par toute signification humaine. Ils le sentent. Là est la ressource du combat. Une ressource politique. Mais qui ne jouera qu'à la condition de rencontrer un discours politique.

Pour un syndicalisme politique

Que la direction de la CGT soit disposée à tenir ce discours, c'est ce dont il y a tout lieu de douter. Dans la situation actuelle, c'est pourtant la seule ligne capable de succès.

On se tromperait beaucoup si on pensait qu'ici l'organisation est prise comme « ennemie ». Il n'en est rien, d'abord parce qu'à la CGT, il y a la base, et que la base n'a jamais démerité - il suffit de se repasser l'histoire des Contis, des Goodyear, des PSA et de toutes les luttes que la postérité a inégalement reconnues, pour savoir ce que l'organisation compte de personnes décidées à se battre. Mais même en la prenant tout d'un bloc, direction comprise, la CGT reste une puissance de mise en mouvement à nulle autre pareille, et c'est là une donnée qu'un minimum de réalisme ne peut en aucun cas négliger. Sauf dans les fantasmes horizontalistes, ou bien en quelques circonstances proprement historiques, donc rares, les mobilisations ne naissent pas par génération spontanée : il y a fallu un germe, quelque chose qui fasse pôle, et autour duquel les gens se rassemblent, parce qu'ils savent alors où

aller pour se rassembler - on ne se rassemble pas si on n'a pas un « lieu ».

Lors des lois El Khomri, il y a d'abord eu une pétition qui, sortie de nulle part, a fait deux millions de signatures, et puis un hashtag « On vaut mieux que ça » à 500 000 vues - c'est bien qu'ils avaient touché un nerf et, par-là, *la preuve qu'il y avait un nerf à toucher*. Et qui oserait nier que le nerf est toujours là, plus à vif que jamais ? Encore faut-il que se fasse connaître quelqu'un pour le toucher de nouveau.

Tout le monde sait très bien qu'après une pétition et un hashtag, il faut du plus lourd pour que ça continue dans la rue. Il y avait la CGT. Le problème, c'est que la CGT nous met dans la rue, et puis nous fait rentrer aussi sec. Si le réalisme commande de ne pas faire l'impasse sur son pouvoir de mobilisation, il commande aussi de regarder la manière dont il est utilisé. Ou retenu. Quand la rétentio, déterminée par toutes sortes de mauvaises raisons, fait enquiller les défaites, on a le droit de poser des questions. Spécialement à la veille d'un grand combat.

Or, on ne fait pas le même syndicalisme en 2018, après dix années de crise structurelle mondiale, que dans les années fordien. Voilà un moment que le syndicalo-syndicalisme a rencontré, et même dépassé, sa limite. S'il n'est pas capable de faire de la politique, c'est-à-dire de tenir un discours général, où d'ailleurs *toutes* les luttes peuvent venir prendre un sens *d'ensemble*, il ne sortira plus vainqueur d'aucun grand affrontement, précisément parce que les grands affrontements emportent des enjeux essentiellement politiques, s'ils sont masqués par la particularité du front attaqué (ici la SNCF).

Mais alors une politique des idées ne détermine-t-elle pas de nouvelles relations avec la politique des partis ? Si. Inutile ici de brandir la charte d'Amiens comme un fétiche. Du reste, sur cette question, elle est aussi brève que ses intentions étaient datées, on en fait donc exactement ce qu'on veut. Dans une situation d'offensive générale, tout est à revoir. Si l'intervention de Jean-Luc Mélenchon lors du mouvement contre les ordonnances « code du travail » a été, dans sa forme, bien faite pour braquer le monde syndical, il n'est pas sûr qu'elle ait été dans le faux quant au fond de l'affaire. D'abord parce que le constat de l'impuissance volontaire du syndicalisme institutionnel commence à se répandre après tant d'échecs. Et qu'il est dans la logique des choses qu'une autre organisation, ici politique, donc, précisément, capable de tenir le discours global que le syndicalo-syndicalisme ne veut pas tenir, fasse mouvement. À plus forte raison quand elle dispose, comme c'est le cas avec la France Insoumise, d'une réelle capacité propre de mobilisation - appelant par conséquent le même regard de réalisme que sur la CGT.

Prenons le risque de l'exercice un peu oiseux de la prédiction rétrospective : un appel *conjoint et paritaire* CGT-FI (ou tout autre groupement de forces politiques) à manifester *un jour de week end* contre la réforme « Code du travail » avait de très grandes chances de taper le million : salariés du privé faits aux pattes en semaine, cadres qui n'en pensent pas moins, familles à poussettes, tout ce monde-là serait venu rejoindre les camionnettes sonos et les ballons gonflables. À un million dans la rue, la donne change. Car un million met en joie, et ne demande qu'à recommencer, pour revenir encore plus nombreux le coup d'après. Au lieu de quoi nous avons eu les manifs saute-mouton de semaine vouées à finir à quelques dizaines de milliers. La presse dit « le mouvement s'essouffle ». Les confédérations disent « le mouvement s'essouffle ». Et se pressent de tirer l'échelle. Moyennant quoi, nous avons le nouveau Code du travail.

L'occasion de ne plus être seuls

Or, une occasion se présente. Pour tous ceux qui voient dans leurs vies mêmes ce monde rendu à ses extrémités, le minimum est de la leur confirmer comme telle, c'est-à-dire comme lutte d'intérêt *commun*, pour qu'ils cessent de souffrir chacun par devers soi. Que peut être la politique sinon la production d'affects communs et de causes communes ? Les pouvoirs eux le savent bien, si c'est de connaissance pratique, qui travaillent en permanence à produire de *l'isolement*. Mais de temps en temps une fusée vient trouser la chape. Même la presse du capital finit par s'en apercevoir - ou laisse passer entre les mailles un article de dédouanement. Une journaliste du *Monde* enregistre

ainsi l'onde de choc du *Cash Investigation* sur Free et Lidl [9]. Dans tous les supermarchés de la région, on commence à parler : « *Tu as vu France 2 hier soir ?* » s'interrogent des employés d'un Leader Price. Et l'un d'eux commente : « *C'était comme un mot de passe pour dire : tu as vu, on n'est pas les seuls* ». Voilà exactement résumée toute l'affaire : n'être pas seuls, arrêter de se sentir seuls. C'est peut-être le paradoxe le plus spectaculaire, et la performance la plus remarquable, du néolibéralisme que d'avoir produit à ce point le sentiment de la solitude quand il maltraite *identiquement* un si grand nombre de gens. Faire de la politique, c'est défaire la solitude. Et comme elle ne se défait pas toute seule, c'est produire la cause commune - depuis un pôle de rassemblement. C'est ce que le syndicalo-syndicalisme a abandonné de faire - s'il l'a jamais pratiqué. Il est vrai que dans l'état présent de l'ordre social, la politique de la cause commune est nécessairement une déclaration de guerre à l'ordre social...

Redisons que rien de ceci n'enlève de leur importance aux luttes concrètes, pour les avantages matériels, sur le terrain - les luttes *bread and butter* comme disent les anglais. Un syndicalisme qui l'oublierait se vouerait simplement à la disparition par inutilité, et aussi du fait que - tous les délégués le disent - le syndicalisme commence à la base, dans le contact assidu avec les collègues, donc autour de ce qui les intéresse au premier chef. Mais ça n'est pas de ce côté que se tient le plus grand risque, c'est de l'autre : du côté de la production de la cause commune, qui n'est nullement la prérogative « des partis », mais échoit *par le fait* à toutes les organisations dont le pouvoir de mobilisation est important - dans cette hiérarchie, la CGT tient évidemment le premier rang -, et en fait comme une condition même de réussite de leurs propres combats. Par définition, d'ailleurs, une lutte dans laquelle la confédération elle-même se trouve engagée est une lutte qui emporte des enjeux globaux - c'est-à-dire politiques. Et demande donc de parler de la politique, *like it or not*.

Moment

On hésite, forcément, à dire tout ça, à la veille d'un mouvement social où la CGT, pour le meilleur ou pour le pire, tiendra un rôle décisif. Mais alors quand faut-il parler ? Avant, ça n'est pas opportun. Après, c'est trop tard. Bref, ça n'est jamais le bon moment. Donc maintenant. Sans doute, nul n'a-t-il à s'arroger le droit (ou le ridicule) de penser la stratégie de la CGT à la place de la CGT. Cependant, il se trouve que notre intérêt bien compris, et ces derniers temps bien douché, passe par elle. Ce qui nous autorise à dire une ou deux choses. D'abord que, si d'aventure la mobilisation du 22 mars est importante, alors il sera de la responsabilité de la CGT de *veiller sur elle*. Ensuite qu'il est l'heure pour l'organisation de mesurer combien les temps ont changé. Le déchaînement néolibéral ne se connaît plus de limite, il va tout emporter, et notamment les centrales qui seront restées les deux pieds dans le même sabot à jouer le jeu idiot sans comprendre qu'une contre-révolution s'apprête à les renvoyer au néant (si elles ne sont pas passées à la franche collaboration) - car, après la SNCF, il y aura la fonction publique, le SMIC, la Sécu, tout ! Après tant de défaites majeures depuis 2010, il se pourrait que la CGT soit rendue à un point de décision : ou bien s'enfoncer dans l'insignifiance, ou bien se porter la hauteur de l'époque, c'est-à-dire à la hauteur d'une crise historique, et du rôle qu'elle peut y tenir. Mais à la condition de devenir capable de dire les choses que l'époque appelle. Si elle y parvient, elle peut devenir le lieu de convergence de toutes les forces qui n'en peuvent plus de ce monde. Et sinon, adieu Berthe à€" ou le coma institutionnel.

En fait, les syndicats des années fordiennes avaient un assistant politique, un assistant très puissant, qui faisait la politique à leur place et semblait les en dispenser : le Mur. Le Mur, c'était la figure de la *différence*, c'est-à-dire la figure politique par excellence, le rappel de ce qu'il n'y avait pas qu'une seule forme possible pour l'ordre social (et si calamiteuse fut celle de « l'autre côté du Mur »). Formellement parlant, la possibilité d'une alternative pesait considérablement dans tous les esprits, à commencer par ceux du patronat. Aussi cette pression venue du dehors des syndicats permettait-elle aux syndicats de rester dans le syndicalo-syndicalisme, et d'affecter ne s'occuper que de hausses de salaires et de conventions collectives. Mais cette époque est révolue. Et surtout, le capitalisme, débarrassé des saines régulations de la peur, est devenu fou de violence. Il en est arrivé à un point où sa brutalité globale n'appelle plus que des réponses globales. Les temps ont changé. Il est possible qu'il n'y ait plus de place, et d'espoir, que pour un syndicalisme politique. Et pourquoi pas révolutionnaire.

Article également publié le 20 mars 2018 sur blog.mondediplo.net.

[1] Serge Halimi, « [L'offensive générale](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2018.

[2] Lire Martine Bulard, « [Les recettes du vieux monde en échec](#) », « Travail. Combats et utopies », *Manière de voir*, n°156, décembre 2017 - janvier 2018.

[3] Voir le dossier « [La grande révolte française contre l'Europe libérale](#) » dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1996.

[4] Jacques Chastaing, « [Un tournant dans la situation sociale](#) », Blog Mediapart, 27 mars 2017.

[5] Didier Bille, *DRH, la machine à broyer. Recruter, casser, jeter*, Cherche Midi, 2018.

[6] Lire Pierre Bourdieu, « [L'essence du néolibéralisme](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

[7] Voir « [Situation](#) », *Lundimatin*, 13 juin 2017.

[8] Lire Serge Halimi, « [Les médias et les queues](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.

[9] Charlotte Chabas, « [Dans la grande distribution, "Cash Investigation" a fait "l'effet d'une bombe"](#) », *Le Monde*, 5 octobre 2017.